

# La déconfiture du projet fruits

## ENSEIGNEMENT Les écoles découragées par le manque de soutien régional

► **Lourdeur administrative et retard dans les paiements désolent les écoles.**

► **Pourtant, la distribution de fruits et légumes est fortement soutenue par l'Europe.**

Un cageot de cerises, un autre de choux-raves. Trois écolières, paniers à la main, puisent dans les caisses et pèsent les produits frais. Puis, d'un pas décidé, regagnent la classe. « *Aujourd'hui, on va faire un clafoutis aux cerises* », explique Madame Mylène. Le chou-rave, lui, sera découpé en bâtonnets. Un régal pour l'apéro !

Nul besoin d'insister : à la question « Qui mange des fruits ici ? », les élèves du cycle 5-8 de l'école du Laveu (Liège) lèvent tous le doigt. « *On adore* », lance Clémentine. « *Pour autant, nous n'avons pas interdit les barres chocolatées à l'école, tout est une question d'équilibre* », explique le directeur Olivier De Bal.

Dans le coin de la classe, le député européen Marc Tarabella (PS) observe l'atelier cuisine, sourire aux lèvres. « *Manger des produits frais est une nécessité en matière de santé publique. En Belgique, seulement 12 % de la population mange 5 fruits et légumes par jour, la ration recommandée, alors que la moyenne est de 36 % dans l'Union européenne* », explique celui qui vient de clôturer, au Parlement, le rapport pour le programme « fruits et légumes dans les écoles » (lire ci-contre).

« *Le programme va être amplifié, passant de 120 à 150 millions d'euros, avec davantage de mesures éducatives pour aider les écoles à mener des projets de découverte alimentaire, en créant un atelier cuisine ou une visite de producteur. L'accent est mis sur les produits locaux et*

*bios même si, en fonction des saisons, l'école peut acheter des oranges sanguines de Sicile ou des clémentines espagnoles. Par contre, les produits hors Europe ne sont pas éligibles, de même*

*que les produits transformés style yaourts aromatisés.* »

Tel un grossiste en primeurs, Marc Tarabella souhaite que les écoles prennent davantage le chemin du rayon produits frais. « *Seulement 60 % du financement européen est utilisé en Belgique. En Fédération Wallonie-Bruxelles, sur un potentiel d'environ 3.000 écoles, seul un millier participe. Il y a moyen de faire mieux !* »

La faute aux écoles ? Pas vraiment. « *La gestion administrative est assez lourde mais, surtout, nous sommes payés avec*

*plusieurs mois de retard. L'école doit avoir une solide trésorerie pour avancer l'argent car il s'agit parfois de milliers d'euros à honorer auprès des fournisseurs*, explique Dominique Moës, coordinatrice des projets à l'école du Laveu. *Malgré tout, on continue car c'est une priorité pour l'école.* »

À Charleroi, l'école communale de l'Alouette (quartier Nord) a dû laisser tomber les commandes. « *À notre grand regret*, explique le directeur Philippe Verstappen. *La première année, la Région nous donnait une avance, puis elle a annulé ce dispositif. Ensuite, elle a accumulé les retards de paiement, avec des remboursements de facture qui venaient près d'un an et demi après la livraison. Intenable pour une école comme la nôtre, en encadrement différencié, qui accueille une population défavorisée. C'est d'autant plus regrettable que nous étions enchantés des livraisons : certains élèves découvriraient pour la première fois des fruits frais* », poursuit le directeur qui a dû arrêter en 2014 après trois ans de participation.

Aux retards de paiement

s'ajoutent des lourdeurs administratives. Suite à un audit interne, la Région a complexifié le formulaire papier – les écoles ne peuvent pas s'inscrire en ligne – en demandant aux écoles de s'identifier via le numéro BCE, augmenté d'un numéro de registre national, soit celui du directeur. De quoi refroidir ces derniers qui pourraient être tenus personnellement responsables des retards de paiement... À cela s'ajoute un sous-effectif au niveau de l'administration (3 équivalents temps plein), ce qui explique que les dernières écoles reçoivent en ce moment le feu vert pour l'année scolaire 2014-2015 !

« *Sur la région de Charleroi, j'ai perdu environ des livraisons pour 7.000 élèves*, explique Paul Ghislain, responsable de la société Fresho qui livre des écoles

un peu partout en Wallonie pour un total de 70.000 élèves cette année. *Heureusement, l'abandon de certaines écoles est compensé par l'arrivée de nouvelles. Mais ce qui est navrant, c'est de constater qu'elles arrêtent à cause de problèmes administratifs. Du coup, le programme "fruits et légumes" ne capitalise pas sur son succès.* » Avec un constat désolant : ce sont les écoles les plus nanties qui sont capables de continuer tandis que les autres, où la nécessité de promouvoir une ali-

mentation saine est parfois plus cruciale, doivent arrêter.

« *Nos 400 élèves étaient ravis de découvrir des fruits souvent méconnus*, explique Pascal Lefèvre, directeur de l'école Notre-Dame de Messines à Mons. *C'est vrai, nous devions faire attention au gaspillage car motiver les élèves à manger des fruits n'est pas gagné d'avance. Mais, au final, ce qui nous a fait arrêter, ce sont les remboursements tardifs.* » La Région est au pied du pommier. ■

PHILIPPE BODEUX

**PROGRAMME FRUITS ET LÉGUMES DANS LES ÉCOLES****Participation en baisse**

L'Europe réserve environ 1,7 million d'euros à la Belgique pour ce programme, somme doublée par l'opérateur local (les Régions). Sur papier, le principe est simple : la crèche, l'école maternelle ou primaire introduit une demande à la Région pour bénéficier d'une subvention de 10,5 euros/an/enfant qui lui permet d'acheter des produits frais et d'origine européenne (locaux et bios, c'est encore mieux) auprès d'un fournisseur, quel qu'il soit.

L'accent est mis sur les producteurs locaux (pommes et poires cette année compte tenu de l'embargo russe) même si, en hiver, les fruits et légumes proviennent inévitablement de régions méridionales. Des sociétés comme Fresho ou Fruitnet ont développé, sur la base de ce programme, une offre de livraison hebdomadaire, d'octobre à mi-juin, laissant aux écoles le choix entre plusieurs variétés de fruits et légumes. Certaines écoles passent directement commande auprès du producteur local ou s'approvisionnent en grande surface.

En Wallonie, pour l'année scolaire 2014-2015, 930 écoles (implantations) ont introduit une demande de participation contre 1.074 l'année précédente (209.000 élèves). En Région bruxelloise, le chiffre tourne autour d'une cinquantaine d'écoles participantes alors que le potentiel pour la Fédération Wallonie-Bruxelles est de 3.477 implantations.

PH.BX